

MINES

Areva cherche à se défaire de ses 26 % dans Eramet, qui valent actuellement environ 650 millions d'euros. Des négociations ont été engagées avec le FSI. Mais les indépendantistes de la province Nord, déjà actionnaires d'Eramet et de la SLN, se mettent à leur tour sur les rangs.

Les Néo-Calédoniens proposent à Areva d'acheter sa participation clef dans Eramet

Qui va reprendre les très décisifs 26 % détenus par Areva dans le groupe minier Eramet ? Le Fonds d'investissement stratégique (FSI) est en discussions avancées pour récupérer cette participation, grâce à laquelle l'Etat garde un contrôle de fait sur Eramet, un des pions essentiels de la France en Nouvelle-Calédonie et au Gabon (« Les Echos » d'hier). Mais Luc Oursel, le patron d'Areva, a désormais une deuxième proposition en mains. La Société Minière du Sud Pacifique (SMSP), dirigée par les indépendantistes de la province Nord, lui a envoyé mardi une offre formelle d'achat de ces 26 %.

Dans ce courrier, la SMSP explique qu'elle souhaite acquérir cette participation « dans le but de mettre la Nouvelle-Calédonie à l'abri des travers dont souffrent de nombreux pays disposant de ressources naturelles, mais restant à l'écart de toutes perspectives ». En entrant dans le conseil d'administration d'Eramet, « nous pourrions négocier avec les actionnaires dans l'intérêt de la Nouvelle-Calédonie et obtenir, ultérieurement, une participation majoritaire dans la SLN », sa filiale spécialisée dans le nickel, a expliqué aux « Echos » André Dang, le président de la SMSP. Il assure pouvoir lever les fonds nécessaires à cet achat, grâce aux

garanties offertes par la valorisation du nickel au travers des usines du Koniombo et de Gwangyang (Corée du Sud), dans lesquelles la société est majoritaire. Fin novembre, le président du gouvernement, Harold Martin, avait lancé l'idée que la Nouvelle-Calédonie achète ces 26 %. Sur la base des cours du titre du groupe minier, en forte baisse depuis un an, il avait estimé la valeur de l'investissement à 595 millions d'euros et avancé, pour son financement, un prêt bancaire sur vingt ans et l'instauration d'une redevance sur l'extraction minière.

Areva ne veut pas vendre à n'importe quel prix, mais il a besoin d'argent pour combler ses pertes...

Une telle opération permettrait à la Nouvelle-Calédonie de « maîtriser le rythme d'exploitation de la ressource, d'encadrer le développement et le renouvellement des outils de production métallurgique et de favoriser la participation de la collectivité au capital des opérateurs », avait déclaré le chef de l'exécutif local. Selon le quotidien « Les Nouvelles calédo-



L'usine de traitement de nickel de la SLN, à Nouméa, en Nouvelle-Calédonie.

niennes », « l'idée est de voir la Nouvelle-Calédonie acheter progressivement les parts [d'Areva] acquises dans un premier temps par le FSI. »

Le fonds souverain français veut conclure « le plus vite possible » ses négociations avec Areva. Hier, Luc Oursel a cependant prévenu qu'il ne sacrifiera pas « les conditions à la vitesse » d'une transaction. Bref, le groupe ne veut pas vendre à n'importe quel prix, mais il a besoin d'argent pour combler ses pertes...

Par le biais de la Société territoriale calédonienne de participation industrielle (STCPI), les trois provinces calédoniennes détiennent déjà 34 % de la SLN et quelque 4 % d'Eramet. En accroissant la participation dans le groupe, les responsables néo-calédoniens souhaitent obtenir plus de 50 % dans la SLN par échange de participations. Ce schéma se heurte, jusqu'à présent, au refus catégorique du président d'Eramet, Patrick Buffet, qui a affirmé qu'il n'était « pas envisageable qu'Eramet perde la majorité dans la SLN ». En absence d'accord, le pacte d'actionnaires liant la STCPI et Eramet, qui arrive à échéance à la fin de l'année, a été prolongé d'un an.

ANNE PITOISET

CORRESPONDANTE À NOUMÉA

Lire également « Crible » page 33

Amertume chez les salariés allemands d'Areva, inquiétude chez leurs collègues français

En perte, le groupe nucléaire veut supprimer jusqu'à 1.500 postes en Allemagne. En France, il compte sur 200 à 250 départs naturels par an.

Le couperet est tombé. Hier, Areva a confirmé qu'il allait supprimer de 1.200 à 1.500 postes en Allemagne, après une perte opérationnelle de 1,4 à 1,6 milliard d'euros prévue dans le groupe cette année. C'est le pays le plus touché par le plan de restructuration du groupe français.

« Nous tirons simplement les conséquences de la décision allemande d'arrêter l'énergie nucléaire de façon brutale », a expliqué son patron, Luc Oursel, précisant qu'Areva avait du personnel qui travaillait sur les réacteurs arrêtés. Après Fukushima, l'Allemagne a décidé

d'accélérer sa sortie de l'atome, en fermant 8 centrales sur le champ.

Au syndicat IG Metall, Wolfgang Niclas refuse, lui, de voir les salariés « pris en otages » et subir « les suppressions d'emplois que l'on ne veut pas faire en France pour des raisons politiques ».

« Des projets sont reportés qui concernent le groupe en Europe. Le comité d'entreprise européen n'accepte pas dans ce contexte de voir l'Allemagne porter seule le fardeau des suppressions d'emplois », renchérit Heidi Heinlein, à la tête du comité d'entreprise d'Areva à Erlangen. Le management de la filiale allemande a cherché à calmer le jeu, soulignant qu'il compte éviter les licenciements économiques. Alors que des rumeurs persistantes faisaient état de la fermeture

d'usines de combustibles outre-Rhin, hier, le groupe n'a pas confirmé ce scénario. Il étudie néanmoins la reconversion de l'usine de combustibles de Duisbourg, qui a

perdu elle aussi des contrats. On veut néanmoins croire, côté salariés, que le savoir-faire du groupe dans divers métiers – éolien par exemple – pourra compenser les

MERKEL : SORTIR DE L'ATOME CRÉE DES EMPLOIS

Malgré les plans annoncés par Areva, E.ON et RWE, « la nouvelle politique énergétique va créer plus d'emplois qu'elle n'en fera perdre », a assuré hier la chancelière allemande, Angela Merkel. Selon elle, ces suppressions d'emplois relèvent « d'évolutions de long terme et non d'une seule cause », en l'occurrence l'abandon du nucléaire. Lundi soir, le numéro un allemand de l'énergie, E.ON, a

annoncé devoir passer des dépréciations de 3 milliards d'euros dans ses comptes annuels. Sur ce total, 2,1 milliards d'euros concernent l'Italie et l'Espagne, nouveaux foyers de la crise de la dette, où E.ON fait état de « prévisions plus pessimistes sur les prix de l'électricité à long terme, d'interventions des autorités régulatrices et d'une activité moindre pour les centrales à gaz et charbon ».

perdes d'emplois strictement liées au nucléaire. Le démantèlement programmé de réacteurs offre aussi des débouchés en Allemagne, où Areva veut créer un pôle d'excellence.

Gel des embauches

La France peut sembler épargnée par les mesures d'Areva, qui veut économiser 1 milliard d'euros d'ici à 2015, dont 30 % sur des charges internes. Officiellement, il est seulement question de geler les embauches dans les fonctions support. Couvrant le marketing, les ressources humaines ou la finance, elles emploient 8.000 personnes dans le monde, dont 6.000 en France. Selon un porte-parole, ces activités françaises enregistrent de 200 à 250 départs « naturels » par an, qui ne

seront pas remplacés. Soit de 1.000 à 1.250 postes sur cinq ans. Après avoir embauché massivement pour se préparer à la renaissance de l'atome, le groupe compte aujourd'hui 48.000 salariés, dont 28.000 en France.

Alors que Luc Oursel s'était engagé auprès du ministre des Finances, François Baroin, à ne pas supprimer de postes en France, les syndicats réclament la suspension du projet de restructuration. Ils ont demandé une expertise. Lundi, la CGT avançait un chiffre de 1.200 départs non remplacés du fait d'un gel des embauches et la direction citait le nombre de 700 départs en retraite par an, dont 500 en France.

T. M. ET

JEAN-PHILIPPE LACOUR, CORRESPONDANT À FRANCFORT

Malgré Fukushima, le groupe nucléaire entend vendre 10 EPR en cinq ans

Luc Oursel veut vendre deux réacteurs par an jusqu'en 2016. Il est prudent sur le projet de réacteur franco-chinois de moyenne puissance.

Malgré Fukushima, qui a conduit certains pays à lever le pied sur l'atome, Areva reste ambitieux. « Nous voulons vendre 10 EPR pendant la période du plan, c'est-à-dire signer 2 commandes par an » jusqu'en 2016, a déclaré hier son nouveau patron, Luc Oursel, lors de la présentation de son plan stratégique. Un objectif ambitieux, même si son prédécesseur, Anne Lauvergeon, visait 34 commandes de réacteurs d'ici à 2020. Pour étayer son discours, Luc Oursel évoque des négociations et appels d'offres en Chine, en Inde, en République tchèque,

en Finlande, en Afrique du Sud, etc.

Avec la Chine, où le groupe veut vendre 2 EPR, « les négociations sont provisoirement arrêtées », a reconnu Luc Oursel, évoquant l'impact de la catastrophe japonaise. Le patron n'a pas mis en avant le projet de réacteur franco-chinois de troisième génération de 1.000 mégawatts (MW). L'an dernier, le Conseil de politique nucléaire avait mandaté Bernard Bigot, l'administrateur général du Commissariat de l'énergie atomique, pour lancer des négociations avec les Chinois, qui souhaitent moderniser leur CPR 1000. Elles n'ont pas encore abouti.

Côté français, EDF reste plus motivé qu'Areva, qui défend avant tout son réacteur Atmea de 1.000 MW. « La condition indispen-

sable est la possibilité d'ouvrir le marché chinois à ce réacteur commun, a indiqué hier Luc Oursel. Si le marché chinois nous est ouvert, nous sommes prêts à contribuer. » Et à

80 %

Le poids des activités récurrentes dans les centrales existantes (conversion de minerai, sûreté...) dans le chiffre d'affaires d'Areva.

exporter le futur réacteur, comme le veut l'électricien chinois CGNPC.

Mais la question est aussi délicate côté chinois. En 2006, les autorités avaient tranché en faveur du réac-

teur de troisième génération AP1000 de Westinghouse. Quatre chantiers ont démarré, mais il se murmure en Chine que ce réacteur, très séduisant sur le papier par son caractère innovant, s'avère complexe à réaliser, certains éléments n'ayant jamais été construits. Du coup, sur la quinzaine de sites identifiés pour construire l'AP1000, les travaux n'ont toujours pas commencé. Pendant ce temps, EDF et Areva ont obtenu une dérogation pour la construction de 2 EPR dans la province du Guangdong pour CGNPC. Les travaux avancent vite.

La filière nucléaire française espère donc vendre d'autres EPR ou décrocher des commandes avec le projet de réacteur franco-chinois. « Mais toute décision dans ce sens serait vécue comme un désaveu pour

les dirigeants qui ont choisi l'AP 1000 », note un industriel. On voit mal un tel choix intervenir en 2012, sachant que le régime chinois est en pleine transition politique, une période propice à l'attentisme sur les sujets stratégiques.

Au-delà de ces espoirs de commandes, Areva mise surtout sur les activités récurrentes dans les centrales existantes, qui représentent 80 % de son chiffre d'affaires, de la fourniture d'uranium à la conversion de minerai, en passant par des chantiers de maintenance ou de sûreté. Le groupe vise ainsi 35 % du marché des travaux liés aux enseignements de Fukushima, qu'il estime à 3,5 milliards sur dix ans.

THIBAUT MADELIN ET GABRIEL GRÉSILLON, CORRESPONDANT À PÉKIN



Pose du dôme sur l'un des deux EPR en construction sur le site de Taishan, en Chine.

Le Royaume-Uni en passe d'approuver l'EPR

Les autorités britanniques vont donner aujourd'hui à l'EPR leur approbation dite « intermédiaire ». Selon EDF, c'était la principale étape à franchir.

Enfin une bonne nouvelle pour la filière nucléaire française. Elle vient du marché britannique, un des plus prometteurs au monde. Le Royaume-Uni va en effet donner aujourd'hui le feu vert quasi final au

design de l'EPR d'Areva, qu'EDF va placer au cœur de ses nouvelles centrales outre-Manche.

En dépit des contretemps enregistrés par ce réacteur en Finlande et à Flamanville, le Bureau de la réglementation nucléaire (ONR) et l'Agence pour l'environnement britannique doivent donner aujourd'hui à l'EPR leur approbation dite « intermédiaire ». Selon Vincent de Rivaz, le président d'EDF

Energy, la filiale britannique du groupe français, il s'agissait de la principale étape à franchir : « Nous entrons dans une phase différente ; le design de l'EPR devrait obtenir la certification finale en 2012 car il n'y a plus de sujets bloquants », a-t-il expliqué, hier, en marge d'une conférence qu'EDF organisait avec le secteur nucléaire britannique à Londres.

Le ministre de l'Énergie, Charles

Hendry, et le secrétaire commercial au Trésor, James Sassoon, ont de leur côté confirmé que le gouvernement voulait toujours aller de l'avant pour le renouvellement du parc de centrales du pays. Les fournisseurs assistant à cette conférence affichaient une certaine confiance.

Il reste cependant des étapes importantes à franchir. Vincent de Rivaz a confirmé que le calendrier de la construction du premier nouveau

réacteur, à Hinkley Point, ne serait détaillé que lorsque la décision finale d'investissement sera prise, en fin d'année prochaine.

Les milieux financiers réservés

Les opérateurs nucléaires attendent en particulier la loi réformant le marché de l'électricité dans les mois qui viennent : elle doit fournir des garanties de prix de vente de l'électricité pour les fournisseurs d'énergies

non émettrices de gaz à effet de serre. Les milieux financiers sont encore réservés sur le caractère rentable de ces gigantesques investissements. Pour Vincent de Rivaz, cependant, « le projet avance ». EDF a mandaté la société Kier Bam pour des travaux de préparation du site de Hinkley Point au printemps prochain, un contrat à 100 millions de livres.

NICOLAS MADELAINE, CORRESPONDANT À LONDRES